

Un pavillon construit il y a quelques mois à l'hôpital Bretonneau menace de s'écrouler ! On a dû procéder en hâte à l'évacuation des malades.

Les JOUEURS.

Encore un méfait de la rationalisation !

## LA CRISE ESPAGNOLE

# Le Dictateur par terre A quand la monarchie ?

Primo de Rivera s'est tout de même décidé à démissionner, ou plutôt on l'a démissionné, car il a quitté le pouvoir ce n'est que sous la pression des classes dirigeantes espagnoles, appuyées par les capitalistes français-français et américains.

La situation particulièrement difficile où la politique du Directoire enlisait de plus en plus l'Espagne laissait, depuis longtemps, prévoir un pire dénouement. Mais l'échéance a été plus lointaine que d'aucuns l'espéraient.

N'entendait-on pas prédire la chute du dictateur comme immédiatement déjà il y a un an, lors de l'insurrection de Valence et des événements de Ciudad-Réal ? Il est vrai que cinq ans de dictature avaient eu à subir pas moins d'une demi-douzaine de complots sans en être autrement ébranlé. N'oubliions pas que l'Espagne est le pays des prononcements. Qu'ils fussent donc curdis par les libéraux ou les militaires, ces complots, toujours politiques, ne faisaient guère d'autre victime que le peuple qui, parfois dupé, versait son sang pour les intérêts de la coterne mécontente.

Cependant, le régime de Primo devait se trouver miné à la longue par les fautes mêmes de sa propre politique. Celle-ci, ultra-chauvine, basée sur le protectionnisme le plus rétrograde, ayant, en effet, pour résultat de ruiner l'économie du pays, tout en s'attrayant la vindicte des puissances capitalistes étrangères, telles que la France et l'Angleterre par exemple, dont les intérêts en Espagne se trouvaient particulièrement lésés du fait du système prohibitif instauré par Primo de Rivera.

Le dictateur, lui, croyait corriger la balance commerciale déficiente en intensifiant ces mesures protectionnistes. Ainsi, au mois de juillet dernier, il décrétait encore toute une série de nouveaux dispositifs destinés à restreindre plus strictement les importations. C'était le « Patrorage national », alimenté par les fonds procurés à l'aide du tourisme, et qui devait favoriser la consommation des articles nationaux dans les branches de la production où la mode de l'« exotisme » impose des articles étrangers. Puis la constitution d'un Comité régulateur des importations, dont les fonctions devaient s'étendre à tous les articles, spécialement à l'ölillage destiné aux entreprises publiques contrôlées ou subventionnées par l'Etat. D'autres institutions devaient être également créées, pour stimuler les productions naissantes et susceptibles de diminuer d'autant les importations de certains produits, pour établir l'industrie automobile en Espagne, etc.

Parallèlement, plusieurs contrôles financiers s'établissaient, tant sur la nationalisation des entreprises étrangères que sur quelques opérations bancaires.

Cette ingénierie de l'Etat dans tous les domaines s'est surtout marquée dans celui de la production agricole et industrielle au moyen de la création d'une infinité de conseils. Une loi ministérielle obligeait toutes les industries espagnoles à consommer un pourcentage de charbon national, en vue de maintenir en activité des mines d'ailleurs assez pauvres. Un monopole du pétrole aboutissant à la dépossession des étrangers était aussi établi. La Compagnie ferrière, soutenue par le Gouvernement, tenta même d'acquérir le contrôle de ses matières premières. C'est ainsi qu'en septembre dernier elle créa la Compañía Espanola de Petróleos, au capital de 75 millions de pesetas, ayant pour objectif l'acquisition et l'exploitation de gisements, de concessions, de droits pétroliers et des établissements d'industrie connexes, en même temps que la vente de leurs produits. Enfin, elle se donnait pour but de collaborer à la politique espagnole des pétroles, inaugurée par la création du monopole, en approvisionnant le marché de produits de propriété espagnole, de façon à réservé à l'économie nationale les bénéfices de production et de transport, et à libérer l'Espagne du tribut de 200 millions de pesetas par an que ce pays payait de ce chef à l'étranger.

Il ne faudrait pas croire que la situation de l'agriculture fut plus brillante que celle de l'industrie. Les efforts tendant à libérer le pays des importations de produits agricoles sont grevés par le prix de revient. Il en est de même pour les cultures de fruits d'exportation. Enfin, le 7 décembre, il conviait les officiers à un grand festin. Quelles étaient au sujet ses intentions ? Peut-être espérait-il se faire plébisciter par les joutes. Toujours est-il que, devant l'attitude nettement hostile de celles-ci, il se décida à donner à la cérémonie un caractère purement « amical » et pas du tout politique. La crâne d'une reboulard immédiate l'avait incité sans doute à la plus grande retenue. Contre son habileté, il dut n'avoir à faire de déclarations d'aucune sorte.

Cependant, l'ambiance restait nettement hostile. Le banquet ne lui suscita aucune sympathie. Car toutes ses précautions n'empêchaient pas les militaires de le considérer comme un politicien ayant perdu son prestige et dont le rôle était terminé, après avoir donné amplement sa mesure. En vain gracia-t-il les officiers détenus à Montjuich, à la suite de la sédition de juin 1926, en vain cessa-t-il de meurer de dissidence pour la troisième fois le corps d'artillerie. Ces manœuvres de dernière heure étaient impuissantes à le sauver.

Le macaque royal lui-même et son entourage ne cherchaient que le moyen de se débarrasser de ce collaborateur devenu trop gênant et maladroit. Dès le commencement de novembre, il fit donc appel au duc d'Albe et à Cambio. A ce dernier, représentant autorisé de la ploutocratie de Catalogne, il désirait confier le soin d'assainir les finances et de stabiliser la devise. On parlait déjà d'un Gouvernement « transitoire », dont un général assurerait la présidence, et dès lors le général Berenguer, chef de la maison militaire du roi, semblait tout désigné. C'est lui qu'on envoya donc conférer avec le capitaine général de Catalogne et avec le général Carranci. Ce dernier, membre du premier Directoire, avait conspiré avec le roi en 1924, et, par suite, avait été exilé par Primo à l'étranger.

Evidemment, Primo ne pouvait pas résister, ne comptant plus d'appui d'autre sorte, abandonné définitivement par l'armée, la magistrature, la presse, le clergé et la noblesse, d'après ses propres déclarations verbales ou écrites dans la *Nación*. Il se rendit. Quant au capitalisme d'Espagne, ayant liquidé en lui un agent qui ne faisait plus l'affaire, il en choisit un autre plus convenable à la situation.

Ainsi la situation devenait de plus en plus critique.

A l'extérieur, les Etats capitalistes voisins ne cachaient pas leur animosité contre ce régime. Tandis que la dictature mussolinienne rencontrait beaucoup de laudatoires parmi la bourgeoisie française, la dictature espagnole était, au contraire, très critiquée. De bons apôtres, administrateurs des chemins de fer, reprochaient à Primo de Rivera le régime de terreur qu'il faisait régner sur l'Espagne. On en vint à s'indigner à la pensée que des pièces d'artillerie étaient, des hauteurs de Montjuich, brûquées sur Barcelone, « foyer d'indépendance », et flétrir vertueusement un régime « d'intrigues, de délation et d'effroi ». Au reste, le Gouvernement français suivit avec une sympathie non dissimulée la tentative Sanchez Guerra. En Angleterre, l'opinion était identique, et pour les mêmes raisons, à savoir que les intérêts

# le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

Administration : R. Frémont,  
72, rue des Prairies, Paris (19<sup>e</sup>)  
(Compte postal : N. Fauchier 1165-55)

130NEMENTS AU "LIBERTAIRE"	
FRENCH	FRANC
Six mois... 44.-	Un an... 80.-
Six mois... 44.-	Un an... 150.-
Six mois... 44.-	Trois mois... 75.-
La poste postale N. auquel 2165-55	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

## LE SCANDALE DES ASILES D'ALIÉNÉS

### Sauvons Jean Ingelaère

capitalistes de ces deux pays étaient singulièrement compromis par la politique de Primo de Rivera.

A l'intérieur de l'Espagne, le malaise généralisait le mécontentement. La baisse des salaires, le chômage donnaient naissance à quelques mouvements de grèves, malgré une répression impitoyable. Mais, surtout, l'hostilité du dictateur s'avérait avec évidence parmi la classe dirigeante elle-même. La cour et la noblesse, qui, six ans auparavant, avaient détesté la coup de force, commençaient à trouver que Primo et sa dictature avaient trompé leur espoir.

Depuis un an, principalement, les événements marquèrent clairement ce réveil. Ce fut, à la fin d'octobre dernier, l'accusation de Sanchez Guerra par le Conseil de guerre de Valence ; puis les manifestations de sympathie dont celui-ci fut ensuite l'objet, lors de son voyage à Madrid, tant de la part des étudiants qui firent honneur d'aller le visiter. Les oppositions trouvaient, d'ailleurs, un terrain fertile dans le mécontentement naturel de la population et ne manquaient pas de l'exploiter, essayant de faire croire aux masses que, de tous leurs maux, n'était responsable que la politique de Primo de Rivera.

D'ailleurs, la pression des capitalistes vis-à-vis brusquait les choses. La peseta, qui faisait toujours, tomba brusquement jusqu'à osciller autour de 320. Quelque temps après, le Gouvernement espagnol tenta bien ce qu'on pourrait appeler une ultime manœuvre.

Après quelques années de séjour au pays du déchirement, il réussit par une femme, comme anarchiste ! C'était plus qu'il en fallait pour attirer sur lui les foudres de la police américaine.

Il convient de revenir aujourd'hui sur cette affaire, qui prouve avec quelle déstination il est permis, sous notre 3<sup>e</sup> République, de priver un homme de sa liberté.

Jean Ingelaère est un vieil ouvrier du textile, bien connu à Lille où il travaillait pendant plus de quarante années.

Après la guerre il partit en Amérique pour travailler en qualité de tisserand. Hélas ! son séjour chez les Yankees imposa l'exécution de plusieurs reprises, le scandale que constitua la loi unique de 1888.

Le docteur Toulouse, qui dirige à Paris le centre de prophylaxie mentale Henri Rousseau, a dénoncé vigoureusement, à plusieurs reprises, le scandale que constituait la loi unique de 1888.

Recentrement, conseil municipal de Couy, près de Boulogne, nous a démissionné pour dénoncer contre l'interrogatoire arbitraire de ses administrés.

La presse s'est faite l'écho, ces temps derniers, de faits semblables qui prouvent que ce scandale n'a que trop duré.

Nous avons déjà parlé du cas de notre camarade Jean Ingelaère, interné dans une maison d'aliénés, par ordre de l'ambassade américaine.

Il convient de revenir aujourd'hui sur cette affaire, qui prouve avec quelle déstination il est permis, sous notre 3<sup>e</sup> République, de priver un homme de sa liberté.

Jean Ingelaère est un vieil ouvrier du textile, bien connu à Lille où il travaillait pendant plus de quarante années.

Après la guerre il partit en Amérique pour travailler en qualité de tisserand. Hélas ! son séjour chez les Yankees imposa l'exécution de plusieurs reprises, le scandale que constituait la loi unique de 1888.

Le docteur Toulouse, qui dirige à Paris le centre de prophylaxie mentale Henri Rousseau, a dénoncé vigoureusement, à plusieurs reprises, le scandale que constituait la loi unique de 1888.

Recentrement, conseil municipal de Couy, près de Boulogne, nous a démissionné pour dénoncer contre l'interrogatoire arbitraire de ses administrés.

La presse s'est faite l'écho, ces temps derniers, de faits semblables qui prouvent que ce scandale n'a que trop duré.

Nous avons déjà parlé du cas de notre camarade Jean Ingelaère, interné dans une maison d'aliénés, par ordre de l'ambassade américaine.

Il convient de revenir aujourd'hui sur cette affaire, qui prouve avec quelle déstination il est permis, sous notre 3<sup>e</sup> République, de priver un homme de sa liberté.

Jean Ingelaère est un vieil ouvrier du textile, bien connu à Lille où il travaillait pendant plus de quarante années.

Après la guerre il partit en Amérique pour travailler en qualité de tisserand. Hélas ! son séjour chez les Yankees imposa l'exécution de plusieurs reprises, le scandale que constituait la loi unique de 1888.

Le docteur Toulouse, qui dirige à Paris le centre de prophylaxie mentale Henri Rousseau, a dénoncé vigoureusement, à plusieurs reprises, le scandale que constituait la loi unique de 1888.

Recentrement, conseil municipal de Couy, près de Boulogne, nous a démissionné pour dénoncer contre l'interrogatoire arbitraire de ses administrés.

La presse s'est faite l'écho, ces temps derniers, de faits semblables qui prouvent que ce scandale n'a que trop duré.

Nous avons déjà parlé du cas de notre camarade Jean Ingelaère, interné dans une maison d'aliénés, par ordre de l'ambassade américaine.

Il convient de revenir aujourd'hui sur cette affaire, qui prouve avec quelle déstination il est permis, sous notre 3<sup>e</sup> République, de priver un homme de sa liberté.

Jean Ingelaère est un vieil ouvrier du textile, bien connu à Lille où il travaillait pendant plus de quarante années.

Après la guerre il partit en Amérique pour travailler en qualité de tisserand. Hélas ! son séjour chez les Yankees imposa l'exécution de plusieurs reprises, le scandale que constituait la loi unique de 1888.

Le docteur Toulouse, qui dirige à Paris le centre de prophylaxie mentale Henri Rousseau, a dénoncé vigoureusement, à plusieurs reprises, le scandale que constituait la loi unique de 1888.

Recentrement, conseil municipal de Couy, près de Boulogne, nous a démissionné pour dénoncer contre l'interrogatoire arbitraire de ses administrés.

La presse s'est faite l'écho, ces temps derniers, de faits semblables qui prouvent que ce scandale n'a que trop duré.

Nous avons déjà parlé du cas de notre camarade Jean Ingelaère, interné dans une maison d'aliénés, par ordre de l'ambassade américaine.

Il convient de revenir aujourd'hui sur cette affaire, qui prouve avec quelle déstination il est permis, sous notre 3<sup>e</sup> République, de priver un homme de sa liberté.

Jean Ingelaère est un vieil ouvrier du textile, bien connu à Lille où il travaillait pendant plus de quarante années.

Après la guerre il partit en Amérique pour travailler en qualité de tisserand. Hélas ! son séjour chez les Yankees imposa l'exécution de plusieurs reprises, le scandale que constituait la loi unique de 1888.

Le docteur Toulouse, qui dirige à Paris le centre de prophylaxie mentale Henri Rousseau, a dénoncé vigoureusement, à plusieurs reprises, le scandale que constituait la loi unique de 1888.

Recentrement, conseil municipal de Couy, près de Boulogne, nous a démissionné pour dénoncer contre l'interrogatoire arbitraire de ses administrés.

La presse s'est faite l'écho, ces temps derniers, de faits semblables qui prouvent que ce scandale n'a que trop duré.

Nous avons déjà parlé du cas de notre camarade Jean Ingelaère, interné dans une maison d'aliénés, par ordre de l'ambassade américaine.

Il convient de revenir aujourd'hui sur cette affaire, qui prouve avec quelle déstination il est permis, sous notre 3<sup>e</sup> République, de priver un homme de sa liberté.

Jean Ingelaère est un vieil ouvrier du textile, bien connu à Lille où il travaillait pendant plus de quarante années.

Après la guerre il partit en Amérique pour travailler en qualité de tisserand. Hélas ! son séjour chez les Yankees imposa l'exécution de plusieurs reprises, le scandale que constituait la loi unique de 1888.

Le docteur Toulouse, qui dirige à Paris le centre de prophylaxie mentale Henri Rousseau, a dénoncé vigoureusement, à plusieurs reprises, le scandale que constituait la loi unique de 1888.

Recentrement, conseil municipal de Couy, près de Boulogne, nous a démissionné pour dénoncer contre l'interrogatoire arbitraire de ses administrés.

La presse s'est faite l'écho, ces temps derniers, de faits semblables qui prouvent que ce scandale n'a que trop duré.

Nous avons déjà parlé du cas de notre camarade Jean Ingelaère, interné dans une maison d'aliénés, par ordre de l'ambassade américaine.

Il convient de revenir aujourd'hui sur cette affaire, qui prouve avec quelle déstination il est permis, sous notre 3<sup>e</sup> République, de priver un homme de sa liberté.

Jean Ingelaère est un vieil ouvrier du textile, bien connu à Lille où il travaillait pendant plus de quarante années.

Après la guerre il partit en Amérique pour travailler en qualité de tisserand. Hélas ! son séjour chez les Yankees imposa l'exécution de plusieurs reprises, le scandale que constituait la loi unique de 1888.

Le docteur Toulouse, qui dirige à Paris le centre de prophylaxie mentale Henri Rousseau, a dénoncé vigoureusement, à plusieurs reprises, le scandale que constituait la loi

# LES ASSURANCES SOCIALES

Nous sommes à la veille de l'application de la loi sur les assurances sociales. On sait à quelle controverses passionnées a donné lieu ce projet de loi, tant dans les milieux patronaux qu'ouvriers. Au moment où le Gouvernement, par la voix de Loucheur, ministre du Travail, annonce qu'il va être procédé incessamment à l'immatriculation des salariés, il nous a paru utile de demander, pour les lecteurs du Libertaire, le point de vue des militants syndicalistes. Nous nous sommes donc adressé à un membre de chaque C.G.T. qui, dans le cadre des discussions syndicales, avait spécialement étudié la question.

Nous publions aujourd'hui la première réponse parvenue : celle de notre camarade Le Pen, membre de la C.G.T. Il reste bien entendu que ces réponses n'engagent que leurs auteurs.

C'est à la date du 5 février que les assurances sociales devaient être mises en application ; les manœuvres des adversaires ont réussi à reculer le versement pour ne stén tenir actuellement qu'à l'inscription.

Divers rectificatifs sont déposés qui doivent encore être discutés, ce qui fait qu'on ne sait encore d'une façon certaine à quoi s'en tenir sur la valeur exacte définitivement adoptée de cette loi si discutée et combatte surtout par les capitalistes. Une campagne inouïe de calomnie, de mensonge a été entreprise par la bourgeoisie pour empêcher l'application des assurances sociales, et les rendre conformes à ses intérêts, c'est-à-dire nulles. Par la parole, la plume, la presse, on en a trouqué le sens et les textes, afin de les rendre imprécises.

Quand on songe que pour les cadres de destruction et de mort des sommes fantastiques sont dépensées et qu'une partie infime de cet argent adoucirait les souffrances de milliers de malheureux, assurerait la quietude et les vieux jours de cette multitude de travailleurs voulus à la misère ou au suicide, on ne peut que s'indigner et sans tomber dans le travers d'une admiration sans limite, il faut reconnaître que le principe des assurances sociales renferme en lui des possibilités susceptibles de remédier dans une certaine mesure à la triste situation de tant d'êtres menacés ou frappés.

Deux adversaires, ou plutôt deux groupes se dressent contre les assurances sociales. A la vérité, un seul est dangereux, par sa puissance et ses moyens. L'autre ne, compte guère, ni en nombre, ni en influence, le premier, c'est le capitalisme ; le second, c'est la 3<sup>e</sup> C.G.T. !

Tout ce que le pays compte de réactionnaires ennemis acharnés du bien-être ouvrier, du dernier des pharmaciens aux chevaliers d'industrie, du commerce, de la finance, des féodaux agricoles aux mercenaires des champs et de la ville, toute cette armée de parasites, de réacteurs sociaux s'efforce par des manœuvres écumantes de saboter les assurances sociales. « Loi folle », disent-ils, qui va jeter la perturbation dans l'économie du pays, faire haussier de 30 pour 100 le coût de la vie pour laquelle il faudra des milliers et des milliers de fonctionnaires. A quoi bon, alors que leur condition d'existence, beigne plus utile et plus profitable.

LE PEN.

## L'ANTICHAMBRE DE LA PROSTITUTION

Il ne se passe pas de jour, où sur le plateau d'un théâtre quelconque, de vieux messieurs sur le retour, ne présentent aux foules goguenardes, un certain nombre de pucelles (?) à qui ils décernent ensuite le titre de reine de quelque chose ; et ces exhibitions nous intéresseront peu si les conséquences n'étaient pas désastreuses pour la plupart des candidates, lesquelles tombent presque toujours de la royauté éphémère, dans la prostitution.

Il est humain que par vanité, coquetteries, modistes ou dactylos aient l'intention de courir, au milieu de leurs éclats d'exploits et chœurs représentés, des toilettes luxueuses, des gueules princières et d'extra-voyages au soleil : examinons simplement le pourquoi et le mécanisme de ces exhibitions.

Les dirigeants des concours ? Presque tous des journaux dont le concours sera augmenter le tirage ou l'inférence, sans compter les bénéfices des contrats de publicité ou les arrangements avec les firmes cinématographiques, les Comités d'Unité d'esthétique (?) décrivent, qui ne peuvent faire mieux que de se faire des candidates, afin de se rendre compte de leurs qualités morphologiques ; le prix va d'ailleurs le plus souvent à celle de ces demoiselles qui sont laissées le mieux... ausculter par ces sadiques personnages.

Parleraient des commerçants qui fournissent toilettes et prix ? L'augmentation du chiffre d'affaires de leur maison est leur seul point de vue ; qui importe pour eux les conséquences des exhibitions, il suffit que lors des présentations théâtrales d'abord, cinématographiques ensuite, l'on énonce simplement le pourquoi et le mécanisme de ces exhibitions.

Au surplus, nous n'avons jamais dit qu'elles étaient parfaites ; ce qu'il y a de certain, c'est que si la loi est impartiale au point de vue ouvrier, le capitalisme, le combat pour, dit-il, la transformer, bien entendu à son profit.

Comment, dans ces conditions extrêmes, en composer une meilleure alors qu'on ne peut en faire accepter une moindre ?

Toutes les lois sociales sont imparfaites parce que les détenteurs du pouvoir les puissances d'argent en réduisent intentionnellement la valeur et la portée ; leur amélioration ne s'obtient que par la cohésion et la volonté ouvrière.

Il est de notoriété publique que les lois ne sont qu'un ensemble d'iniquité et d'injustice. Et cependant certains veulent en examiner les détails au microscope. Singulière logique.

Non, vraiment, si je comprends la campagne intéressée du capitalisme et de la réaction sociale, celle de la 3<sup>e</sup> C.G.T. ne m'apparaît pas aussi clairement. Je ne peux la suivre dans la voie de son jugement que je trouve au moins exagérée. Cette extension d'avantages sociaux, à la maladie, l'invalide, la retraite garantie à l'ensemble de la classe ouvrière estelle nuisible ? Si oui, il faut proclamer inférieures les bénéfices des Compagnies de chemins de fer, de la mine, de l'enseignement, les combattre avec la même rigueur, sinon il apparaîtrait que c'est plus une question de boutique que de principe.

Que Loucheur, ministre représentant la bourgeoisie ait vu dans les assurances sociales une mesure d'apaisement social comme Clémenceau en vit dans d'oeil de la journée du huit heures, c'est possible. Que la C.G.T. y ait vu un moyen de recrutement, c'est encore possible. Ce qu'il y a de certain, c'est que les assurances sociales correspondent à une nécessité. L'œuvre est sans doute plus mutualiste que syndicaliste. Si la puissance et la cohésion des éléments vivants et agissants du syndicalisme s'avèrent inexistantes, est-ce une raison pour ne point songer à l'aide, à la sécurité des vieux prolétaires ?

Ce qu'on peut surtout reprocher à la C.G.T., c'est d'avoir fait tant de démarques multiples et diverses pour faire adopter un projet jugé nuisible par le capitalisme, action peu efficace, souvent humiliante, au lieu de recourir à l'action directe de ses adhérents, ce qui n'eût pas manqué d'influencer

## SILHOUETTES...

### MUSSOLINI

Nous avons à nous occuper aujourd'hui d'une des plus belles bêtes de proie que ce siècle nous ait données.

Mussolini est un bandit, c'est certain ; mais un bandit de grande allure.

Sa personnalité ne laisse personne indifférent.

On l'admire ou on l'exècre, avec une égale franchise.

Ceux qui l'adorent sont-ils sincères ? Leur admiration n'est-elle pas une sorte de crainte ?

Les hommes hésitent beaucoup moins à entreprendre que ce qui se fait aisément.

Qui se fait aimé qu'à celui qui se fait craindre, parce que l'amour est un lieu de reconnaissance qu'ils remportent sans vergogne dès qu'ils y trouvent leur avantage, tandis que la crainte se fende sur le peur des coups, peur qui ne les abandonne jamais.

Mussolini n'a pas d'amis. Il n'a que des valets qui le servent, car il les redoutent sa force. Cela, il méprise trop les hommes, pour ne pas le savoir, mieux que quiconque.

Les imbéciles — et ils se recrutent surtout dans les mussolinis officiels, disent :

C'est un grand patriote, il dépose et m'efforce de corriger, je ne combats pas les assurances sociales. Laissons ce rôle aux ennemis de la classe ouvrière.

Prêt toutefois à adopter un autre moyen d'entraide, de solidarité plus parfait, plus révolutionnaire, s'il est possible de le faire adopter : seulement, je me refuse à lâcher la proie pour l'ombre, comme je me refuse également à sacrifier l'intérêt ouvrier à des conceptions personnelles ou l'intérêt de clan.

En définitive, il faut espérer que les manœuvres des uns, l'opposition des autres n'a point pour résultat de permettre aux calendes grecques l'application d'une mesure aux principes éminemment humains et justes. Cela fait, il tiendra à faire la propagande d'éducation quotidienne tendant à perfectionner la conscience et l'œuvre des travailleurs, à améliorer un peu chaque jour leur condition d'existence, beigne plus utile et plus profitable.

LE PEN.

A vingt ans, n'ayant pas répondu à l'appel de sa classe, il se réfugie en Suisse. A Lausanne, il travaille comme garçon maçon. En même temps, il suit les cours de Villredo Patrino.

Il veut voir Paris, il fait alors le voyage à pied, en compagnie d'un Russe demi-fou.

Il est arrêté sous les ponts de la Seine pour vagabondage. Il retourne alors en Suisse, où il est dans le même temps journaliste, conférencier, agitateur et ouvrier. Il fait la connaissance de Serrati et d'Angelica Balabanova. Avec cette dernière, il essaie de traduire des ouvrages allemands de Kautsky et de Marx, en italien.

Le 2<sup>e</sup> mai, il rentre en Italie et accomplit son service.

En 1909, après un court séjour à Trente, il devient rédacteur au *Popolo di Cesare Battisti*. Il écrit alors un épisode sur Jean Hus, l'hérétique bohème. Il donne aussi au *Popolo* un roman abracadabrant, imité de Dumas père.

Expulsé de Trente par les autorités austro-hongroises, il retourne à Forlì, son pays natal. Il lance la *Lotta di Classe*. Dans son journal, il prêche le sabotage et l'action directe. Il est

condamné à la prison à perpétuité.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

En 1919, après un court séjour à Trente, il devient rédacteur au *Popolo di Cesare Battisti*.

Il écrit alors un épisode sur Jean Hus, l'hérétique bohème. Il donne aussi au *Popolo* un roman abracadabrant, imité de Dumas père.

Expulsé de Trente par les autorités austro-hongroises, il retourne à Forlì, son pays natal. Il lance la *Lotta di Classe*. Dans son journal, il prêche le sabotage et l'action directe. Il est

condamné à la prison à perpétuité.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

En 1919, après un court séjour à Trente, il devient rédacteur au *Popolo di Cesare Battisti*.

Il écrit alors un épisode sur Jean Hus, l'hérétique bohème. Il donne aussi au *Popolo* un roman abracadabrant, imité de Dumas père.

Expulsé de Trente par les autorités austro-hongroises, il retourne à Forlì, son pays natal. Il lance la *Lotta di Classe*. Dans son journal, il prêche le sabotage et l'action directe. Il est

condamné à la prison à perpétuité.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.

Ensuite, il rentre en Italie et accomplit son service.



# à travers le MONDE

AU BRÉSIL

## La vie des organisations ouvrières

La Fédération ouvrière de Rio de Janeiro a présenté au Congrès panaméricain le rapport suivant :

Le mouvement ouvrier du Brésil n'est pas tout à fait de date récente. Les diverses tendances qui ont scindé le prolétariat indien entre elles une lutte incessante.

La tendance connue sous le nom de « Fédération Ouvrière de Rio de Janeiro » et qui adhère à l'A.I.T., est l'organisation la plus ancienne, et est la plus persécutée depuis quinze ans. En 1918, elle portait le nom de « Union Générale des Travailleurs du Brésil ». Elle fut alors dissoute pour son activité révolutionnaire au sein de la classe ouvrière. Bientôt après, elle reparaît sous son nom actuel, se réclamant des principes de la Première Internationale.

Un groupe communiste se fonda en 1920 au sein de notre Fédération, ce groupe voulut exploiter le mouvement syndical au profit du Parti Communiste. N'ayant pu y aboutir, il fit la scission et créa sa propre Fédération qui, fute d'intérêt, disparut bientôt.

C'est qu'en 1927 qu'une nouvelle tentative fut faite par les communistes autoritaires de créer une organisation pouvant leur être dévouée. Celle-ci prit le nom de « Fédération Régionale Ouvrière de Rio de Janeiro ». A la tête de cette organisation se trouvaient les ex-anarchistes Octavio Brandao et Mário de Oliveira, deux hommes bientôt candidats aux élections municipales. Du reste, l'activité de cette Fédération fut limitée à la propagande électorale. Mais les dissensions au sein même des communautés autoritaires ne tardèrent pas à désagréger et à laisser le prolétariat plus brisé que jamais.

Une troisième tendance est composée des révolutionnaires et des ouvriers patriotes. Cette organisation se place sur le terrain de la légalité et de l'ordre capitaliste et n'admet que l'action au moyen du parlement et de la pétition. De l'ordre platon national, cette organisation se trouve plutôt isolée.

En général, le prolétariat est surtout indifférent, et seule une minorité est organisée dans les syndicats.

Le syndicat le plus puissant au sein de la Fédération Ouvrière de Rio de Janeiro est le Syndicat du Bâtiment. Il a organisé durant les dernières années, une série de grèves dont surtout la grève de solidarité avec les cordierons qui dura quarante-deux jours. Le Bâtiment chôma totalement et on ne put enregistrer la moindre défécion. Une agitation puissante fut aussi créée en faveur du Sacco et Vanzetti, et ensuite pour la libération de Radovitsky.

Le gouvernement ne put que venir en aide aux patrons en décretant des lois d'exception qui frapperont en premier lieu les membres actifs des organisations témoignantes. Les syndicats furent dissous, les camarades connus arrêtés et déportés à Cleveland où moururent par la suite beaucoup d'entre eux, tels que Jose Alves da Nascência, Nicolau Parradas, Jose Maria Fernández Varela, Pedro Agusto do Mello Nino Martins, Jose Baptista da Silva. D'autres furent rapatriés en Uruguay, Ita-

vigüe, mais refusèrent de faire partie de la Confédération.

L'organe de la Fédération Ouvrière, « Alarm », note à ce sujet : « toutes les décisions n'arrivent pas toutes les fois au même moment, mais lorsque nous sommes informés, nous nous mettrons en travers des juges, mais les syndicalistes mènent pour la conduite de la Journée de 6 heures.

Dernièrement des grèves en faveur des six heures, avaient éclaté à Odda, Ruukan, Notodden, Herøya et Fredshavn. L'impulsion avait été donnée par les syndicalistes, mais les ouvriers de la Centrale réformiste y avaient aussi participé, malgré l'opposition des mineurs réformistes.

Berner et le "Complot"

APRÈS LE PROCÈS ODÉON

Les fantaisies, les suppositions, les déductions publiées à l'égard de notre camarade Berner, auraient dû amener une confusion de l'affaire.

Nous ne demandons pas cela aux journalistes qui ont sans une bonne occasion pour le faire du papier.

Nous nous répétions seulement à l'impression que le « complot » a suscité auprès des camarades anarchistes. Nous connaissons maintenant leur opinion : ils sont unanimes à reconnaître que Berner reste le camarade moralement intégré dans son honnêteté. Cela nous suffit et nous qui avons voulu manifester à Berner notre inébranlable amitié, nous sommes reconfortés qu'on nous ait compris. On nous comprendra encore mieux après le balayage définitif de toutes les histoires... de brigands de ces derniers jours.

Nous tenons à dire quelque chose au « Peuple », organe du Syndicalisme. Dans son numéro du 28, M. H. se rallie à l'opinion de la majorité de ceux qui ont connu Berner et qui ont déclaré que ce dernier n'est pas un provocateur. Pour le prouver ils ont affirmé que notre cher camarade a connu des choses importantes qu'un provocateur ou mouchard n'eût pas manqué de révéler.

M. H. cependant a publié, toujours dans le « Peuple » du 28 janvier, que Berner a été à Innsbruck avec Menapace pour vérifier les préparatifs d'une insurrection et que Menapace était « brûlé ». Berner lui a conservé son amitié, malgré les gitaines qu'échangent ces antisémites.

Cette nouvelle aurait un caractère très grande importance et prouverait franchement l'avènement de Berner.

Or, nous affirmons de la manière la plus énergique, que Berner n'a jamais été à Innsbruck avec Menapace. Qui a surpris la bonne foi de M. H. ou de M. H. est-il de mauvais foi lui-même ?

Venons au « Soir de Bruxelles ». A l'heure où paraît le « Libertaire », presque sûrement, le rédacteur en chef du « Soir » aura rectifié son tir, et cela, parce qu'il a voulu interviewer quelqu'un qui a connu de très près Berner.

Il a déclaré que certaines vérités lui étaient inconnues ; il a promis de faire son devoir. S'il y manque, nous supplérons à son « oubli ».

Et la déroute sera complète.

Le fascisme est en quête pour son audace ; Mussolini qui espérait beaucoup en Menapace : Mussolini qui croit avoir à sa merci un des plus sérieux de ses adversaires : Berner, Mussolini ne donnera pas les gâtons à Menapace.

Et maintenant les pouvoirs publics savent à quoi s'en tenir sur la machination d'un vulgaire espion du cabotin de Rome.

Maintenant nous demandons qu'on aille au « Quatre ». Le dégonflage du complot sera complet.

Les anarchistes savent qu'ils ont des ennemis implacables qui viennent les traquer jusque dans l'exil.

Pour y mettre fin, camarades, ressortons nos liens, sachons débarrasser l'Italie d'une honte, d'une infamie sociale : le fascisme.

A.C.

# LES INCERTITUDES DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE

## II. -- Valeur, Travail et Monnaie (suite)

Nous avons montré l'identité de nature entre le travail musculaire et le travail mental. Il ne s'agit que d'une même énergie dont la mise en œuvre entraîne diverses organes, divers moyens d'expansion. Aujours que les plus récentes études biologiques (R. Brugia, etc.) tendent à montrer la proportionnalité, comme producteur d'énergie psychophysiologique, du système périphérique — muscle terminaisons nerveuses continues — sur le système central réduit au rôle d'appareil de concentration et d'ajustage.

L'excuse sur la quantité normale d'entretien serait de 1.500 à 2.500 calories. Nous voilà donc en présence d'une grave contradiction économique. Le manœuvre devrait recevoir une rémunération double de celle du banquier, du médecin ! Je sais que M. A. Gautier admettait l'existence d'une force spirituelle, non provenant d'une réaction chimique, indecalable, imprévisible. Mais une somme d'impondérables, de zeros accumulés peut incliner un plateau d'équilibre dans l'autre est chargé d'éléments substantiels.

En réalité, il n'y a pas motif à renverser tout total des situations, mais à simple niveau. La contradiction vient de ce qu'il est fait mal usage de moteur humain. Avant de voir ce que pourra être le travail dans une société transformée, voyons les rédressements que l'on pourrait effectuer dès maintenant.

Pour éviter toute méprise, signalons que le moteur animal, supérieur cependant en cela aux moteurs thermiques industriels, n'a qu'un rendement d'un quart. Si l'on tient compte de cette particularité, déduction faite des 1500 c. de la dépense de fonds, on juge par un simple calcul que l'apport réel du manœuvre est plus faible, mais même dépasserait de celui de l'intellectuel !

Mais on voit immédiatement dans ce fait la preuve que les facultés de l'homme sont mal utilisées. On néglige de mettre en œuvre l'organisme par lequel il se différencie le plus de l'animal, le cerveau dont le jeu, au surplus, demande le moins de frais. De plus la puissance mécanique du travailleur est en effet gaspillée. Il y a dans l'atelier maintes opérations qui pourraient être exécutées avec des engins néançant la force humaine.

Enfin, nous le rappelons, le rendement d'une machine motrice quelle qu'elle soit ne dépend pas seulement de la puissance de cette machine, mais encore de la bonne adaptation des machines opératrices avec lesquelles elle est accordée et de l'absence de déperditions dues au mauvais fonctionnement, frictions, coulage des organes de transmission. Autrement dit, lorsqu'il s'agit de l'orientation professionnelle, à l'étude de l'adaptation des mouvements et de l'ordonnance logique du travail. Il en résultera un premier pas dans la voie du rapprochement des professions et la possibilité de comparer la valeur des produits d'après la production de 24 heures, pourvu que dans cette période les recettes physiologiques balancent les dépenses.

Le truc qui doit permettre de mesurer l'ergie en action dans la production des valeurs autrement que dans le travail fourni, a été trouvé depuis longtemps. On passe par l'intermédiaire du temps. Mais l'utilisation du critérium temps a jusquici été faite au hasard, sans recours à la méthode scientifique : de la maintes contestations, ouvertes ou dissimulées, souvent justifiées. Des que l'on parle d'apprécier le travail d'après la durée, on objecte : comment sera employée cette durée ? Comment reconnaître la quantité de travail incorporée dans un objet par des travailleurs ayant des aptitudes et une activité inégales ? La difficulté n'est pas insurmontable, ou du moins ne le sera pas dans une société transformée. Pour le faire comprendre, sans abuser des considérations scientifiques, nous nous en tiendrons à un examen sommaire de la question.

\* \* \*

L'homme, ainsi que tout être vivant, peut être assimilé à un moteur utilisant l'énergie chimique emmagasinée dans sa propre substance, dégradée par oxydation (respiration) et reconstruite par l'ingestion périodique et l'assimilation des aliments (ce sont les substances de l'organisme et non les aliments qui s'y décomposent). Ces derniers ne sont utilisés qu'après assimilation. De cette manière, que retiennent que sur ces aliments il existe également des constatations scientifiques expérimentalement prouvées, écrivait : « La quantité de travail produit sera établie dans l'unité industrielle. Une équivalence pourra être établie entre les diverses industries en se basant sur les lois de l'énergetique... Il est nécessaire de limiter un nombre d'heures maximum pour chaque métier. A cause de l'igue inévitable, une augmentation exagérée du nombre d'heures ne peut plus être compensée par un accroissement de salaires. » La revendication uniforme des huit heures a permis aux forces ouvrières de former un bloc. Mais il est indiscutable, qu'avec les errements présents, il est des travailleurs non pas seulement maladroits, mais vraiment stupides, qui ne sauraient servir plus y en avion, maladroits et défaillants dans l'application abusive d'un muscle et du nerf ! Les organismes vivants jouissent de la propriété de pouvoir transformer directement cette énergie chimique en énergie mécanique — comme la pile donne directement l'électricité. Au lieu d'être, ainsi que dans un moteur thermique industriel, la puissance agissante, la chaleur animale doit être regardée comme un déchet, exception faite de la fraction qui maintient la température de régime.

Tout travail qui entraîne une surélévation notable et de quelque durée de la température du corps de celui qui l'accomplit, correspond à un mauvais rendement de l'organisme, c'est-à-dire que la production n'est pas en rapport avec l'effort de celui qui la fournit.

Voici ce qu'il se passe dans le cas normal, c'est-à-dire lorsque l'homme manifeste son activité soit lorsque il est dans un travail utile, soit dans le jeu sans préjudice pour l'intégrité de son être.

« Dans le cas des animaux et de l'homme s'oxydent normalement, le débit énergétique pourra être mesuré à chaque instant par la quantité d'oxygène fixé par l'unité de poids dans l'unité de temps. » (Docteur Bouphiol, prof. à l'Université de Bordeaux).

Il faut évaluer ce débit en calories, car pour chaque litre d'oxygène « chez l'homme adulte en équilibre, cette quantité est de 4 cal. 6 à 18° à moins d'un centième près » (id.). Des mesures respiratoires permettent donc d'apprécier plus des 99 centièmes de la quantité de repos, peuvent également être utilisées pour déterminer la quantité d'oxygène nécessaire pour assurer une activité continue pendant une journée plus longue. Il nous reste donc un résultat d'intérêt. Peut-on espérer, sinon le réduire à zéro, du moins le rendre de plus en plus négligeable ?

La duchesse J. Ioteyko, ancien chef du laboratoire de psychophysiology de l'Université de Bruxelles, spécialisée dans l'étude de l'organisme en travail, formant les postulats dépendant de constatations scientifiques expérimentalement prouvées, écrivait : « La quantité de travail produit sera établie dans l'unité industrielle. Une équivalence pourra être établie entre les diverses industries en se basant sur les lois de l'énergetique... Il est nécessaire de limiter un nombre d'heures maximum pour chaque métier. A cause de l'igue inévitable, une augmentation exagérée du nombre d'heures ne peut plus être compensée par un accroissement de salaires. »

Le travailleur n'est pas un moteur ayant pour principal fonction de produire, d'accumuler des richesses, dut-il même en recevoir une partie par珍惜, mais pour l'homme, tout au contraire, que nous devons suivre, c'est de faire de l'ordre et de l'administration dans les entreprises, dans les usines, dans les bureaux, dans les magasins, dans les syndicats et sans doute dans les meilleurs.

Nous allons avoir un aperçu de l'ordre et de l'administration dans les syndicats, nous verrons que tout le travail sera établi dans l'unité industrielle.

Et puisque des questions de principes et de doctrines nous séparent, dites quelques-unes d'entre elles, nous séparerons, dites quelques-unes d'entre elles, nous séparerons, tout le travail, pour bien établir le débat et interdire aux autres de s'en éloigner.

Ces formules à rien ne va plus, « ça

# Tribune d'Avant-Congrès

## UN MOT A BOUCHER

### Une proposition à ceux de sa tendance

Si tu veux, Boucher, nous laisserons juger les lecteurs du « Libertaire » sur quel est des deux partis, du ton ou du notre, celui qui se signale par sa bonté ou son sérieux, sa humanité, le résultat de son article seulement deux passages et ensuite je vous propose un méthod de discussion qu'il dépend plus de ta tendance que de la nôtre d'aujourd'hui.

Personnellement, je n'ai jamais aimé rester sous le coup d'une intense et ta phrase « Si, malgré notre désir, nous étions amenés à polémiquer, ce sera tant pis pour certains », demande à être complétée. Je suis plus que quelqu'un à discuter idées, simplifiées, mais je ne voudrais pas que l'on croie que je ne polémique point par peur de je ne sois pas quelles révélations.

Il faut donc, mon vieux Boucher, viser au sac ou céder de proférer des menaces qui feraien sourire le plus gobeur des compagnons.

J'aurai écrit que la confiance que nous t'accordons dans tes fonctions de cuisinier » au « Libertaire » te surprend. Mais que signes as-tu vu que nous te faisions confiance, maintenant ? Tu sais bien que nous n'avons accepté qu'à contre-cœur que ton candidat Frémont succéda à Faucier, pour l'administration du journal et de la librairie. Lorsque à la fin d'août, tu me remplas à la rédaction du Lib., que j'avais pris depuis le 1<sup>er</sup> juin et que je dus abandonner pour raisons de santé et aussi parce que harcelé par des critiques malveillantes et continues, tu t'efforças, alors, de rester dans la ton du Congrès d'Amiens et nous faisons une distinction sérieuse entre toi et plusieurs de tes coéquipiers d'autour du journal.

Passons à autre chose. Les amis t'es étonnés que nous t'accordions une confiance et toi-même, Boucher — à constater que tout ne va pas pour le mieux dans le monde anarchiste, vous gardez bien d'imputer ce malaise à ses causes réelles. Que de fois nous vous avons entendu déclarer que les théories anarchistes sont vieilles et que tout le mal provient de ce qu'elles n'ont pas été mises à l'indice... philosophique d'aujourd'hui.

En bien ! c'est là, oui, que git la question qui nous étonne. Nous ne manquerons pas de franchise, nous dans cette tribune d'avant-congrès et au congrès. Nous compsons que quant à vous, il en sera de même. Et puisque des questions de principes et de doctrines nous séparent, dites quelques-unes d'entre elles, nous séparerons, tout le travail à la construction duquel nous serons appelés à participer, bien que les fondations (hypothèses, déductions) ne manquent pas priori pas très solides, quoi que « scientifiques » !

Bâti !... Je ne puis m'empêcher de paraphraser le vers du fabuliste : « Puisse encore planter, mais bâti à cet effet ! »

PIERRE MUALES.

## Fascisme an VIII

### A Bedel, pour lui avoir pris son titre mais non son esprit

Depuis le 27 novembre 1922, le Fascisme est allé à grand pas. A l'origine, la marche sur Rome n'était qu'un mouvement politique. Mais une fois maîtres du pouvoir, les fascistes se sont préoccupés d'assurer à leur mouvement une valeur générale en lui donnant un fondement théorique : le Fascisme est devenu une norme universelle susceptible de répandre dans le monde entier. Les intellectuels privés à l'école, qui sont accusés d'avoir été dans le fonds de l'Estat, il commet un véritable crime et sera traité comme un simple délinquant. Au mérite des conquêtes politiques sont assignées les fondations (hypothèses, déductions) ne manquant pas de preuve scientifique.

Le Fascisme a changé tout cela. Bouleversant toutes les notions de Droit, il abolit cette distinction. C'est que pour lui, l'ordre juridique identifie avec l'Etat, il commet un véritable crime et sera traité comme un simple délinquant. L'ordre moral et intellectuel, les décrets édictés par l'Estat, il est vrai, sont préoccupés d'assurer à l'humanité, les décrets lésant les intérêts politiques sont assimilés aux décrets légitimes. Faire de l'Estat au même titre que si l'on fabriquait une nouvelle conception renverse tous les dogmes juridiques.

La confusion des délits communs et politiques s'achache par la réforme du droit d'aînesse.

Jusqu'aujourd'hui, le droit international réservait l'extradition aux seuls délits de droit commun. Un gouvernement ne pouvait exiger d'un autre pays l'extradition d'un condamné.

Cette doctrine vient de trouver sa parfaite expression juridique dans le nouveau Code pénal italien. Celui-ci gagnerait à être étendu, mais il a aussi beaucoup à gagner, notamment à propos de la valeur morale attribuée à l'Estat, et à propos de l'essai de restauration des disciplines morales et religieuses. Mais il est un point capital qui nous intéresse particulièrement : c'est la nouvelle juridiction concernant le délit politique.

On sait que dans les Etats pseudo-démocratiques, le délit politique a droit à un traitement à part. Seul la pression des avants-gardes révolutionnaires, l'Estat a dû reconnaître que l'activité politique relevait de la liberté de penser et que parce

## TRIBUNE SYNDICALE

Pour l'unité malgré tout  
A P. Besnard, modestement

Sans vouloir ouvrir une polémique avec nos camarades de la C.G.T.S.R., sans abandonner notre position dans le problème de l'unité, en nous interdisant de formuler aucune condamnation, nous croyons devoir publier la lettre ci-dessous que nous avons reçue d'un militant de province.

J'inclus ce sous-titre, qui a l'air d'une demande de grâce, parce que, à l'heure actuelle, nous vivons une ère tellement confuse que tout nous porte à l'exagération. L'absolutisme domine toujours la pensée des hommes, et il n'est pas surprenant de se voir accusé d'ennemis par ceux-là même avec lesquels on est lié idéologiquement.

Je me garderai bien de parler au nom de qui que ce soit, collectivité ou individualité, mais en tant que modeste militant de la base, je me permets de répliquer à un militant haut placé, tout en le priant de croire à ma sincérité comme il voudrait que l'en croit à la sienne.

Nous trouvons trop souvent cette sorte de flétris que certains militants de la C.G.T.S.R. se plaignent à lancer contre les camarades anarchosyndicalistes qui sont restés à la C.G.T.U. Je constate la rancœur que Besnard et ses amis ont du ressentir pour ces compagnons, mais je regrette qu'avant de juger les actes de ceux qui les ont quittés, ils n'aient pas eu la force de caractériser d'analyser les leurs.

On croit posséder un bel avantage moral quand on adhère à la C.G.T.S.R. et qu'on peut dire : « Notre combat est pur, mais elle est pure. » Cependant, je me permettrai de faire observer à ces camarades qu'ils n'ont pas le droit d'user d'un tel argument parce que, un jour, il pourrait se retourner contre eux.

Je me garderai bien de juger les camarades qui, étant passés à l'autonomie dans un moment d'exaspération, sont retournés à la C.G.T., parce que leur amour-propre défendait de rentrer à la C.G.T.U., qu'ils avaient quitté avec un dégoût trop marqué. Je ne jugerai personnellement que chacun est maître des actes reflétés qu'il commet et, ensuite, parce que me rendant compte du désarroi dans lequel nous tous, avons placé le mouvement syndical, je conçois parfaitement que les hommes les mieux investis commettent des erreurs.

Si je voulais m'ériger en juge, je pourrais blâmer ceux qui, non contents du succès de la première scission, entraînent un grand nombre de syndicats unitaires — les mieux indiqués pour défendre les syndicalistes — vers l'autonomie, en proclamant que celle-ci était seule capable de réaliser l'unité. On voit que l'on ne crée pas de contrôle, mais nous voulons briser la suite de ce que l'on avait adoré la veille, et au lendemain de sa constitution, la 3<sup>e</sup> C.G.T. entraîne vigoureusement en campagne contre les syndicats autonomes qui, croyant au mot d'ordre de l'unité par l'autonomie, voulaient persister dans leur position. Si nous voulions dénoncer tous les méfaits causés par cette deuxième scission, nous devrions être malgré nous. Je ne citerai qu'un fait : la mort du syndicaliste dans le Rhône. Personne n'ignore l'influence que le syndicaliste libertaire avait dans ce département. Où est-il aujourd'hui ? Qu'en avez-vous fait de cette influence ? En écrivant ces mots, camarade Besnard, j'ai un serrement de cœur en songeant que si l'unité se faisait, par n'importe quel moyen, j'espérai que ce mouvement rentrait.

Besnard déclare qu'à la C.G.T.S.R., tous les militants sont d'accord sur la conception de l'unité. Je suis persuadé que si l'amour-propre faisait place au raisonnement, ils ne seraient pas nombreux ceux qui évoquaient comme Bernard, et je suis porté à croire qu'il-même ne penserait pas ainsi. A la dernière réunion du Conseil de la Bourse du Travail de Lyon, un militant, bon militant de la 3<sup>e</sup>, préconisait la rentrée de tous les syndicats minoritaires dans les syndicats majoritaires de leur corporation respective. Ce serait un véritable travail réalisateur d'unité mais, comme faisait remarquer ce camarade, ce serait trop simple.

Soyons plus tolérants, Besnard ! Frappons-nous la poitrine et essayons de redresser nos torts nous-mêmes sans voir ou prétendre critiquer la position de nos voisins.

Ce qu'il faut remarquer de la crise actuelle du syndicalisme, c'est qu'elle tend à paralyser sérieusement les énergies déjà chancelantes. Certains militants, dégoulinés par cette vague d'immoralité, vont certainement se contenter derrière une retraite dangereuse à laquelle peut succéder une ère de paresse, qui pourrait démoraliser les masses. Il faut réagir vigoureusement et, se retrouver dans la foi que nous avons tous dans le redressement du mouvement syndical.

Pour moi, modeste militant, l'unité entre tous les travailleurs doit se réaliser à tout prix, et quels qu'en soient les moyens, non pas pour faire plaisir aux Jouxaux, Monmousseau ou autres, mais simplement pour redonner sa force à cette masse d'exploités au nom de laquelle nous commentons tant de bêtises, et dont l'exécution envers les militants, a conduit à une division qu'elle n'a jamais comprise.

ARMENGOL.

leçon du fait, assimile au bolchevisme tout le mouvement révolutionnaire, syndicalisé ou non. Le parti, il en a cure. Il a parfaitement laissé entendre que les tendances révolutionnaires existantes dans le parti socialiste et ailleurs, étaient aussi préjudiciables à l'unité socialiste. Comptez par là que ce brave bourgeois déclare tout net que, dans le cas d'un redressement doctrinal du P. S. et de la C. G. T., il est fermement décidé à plier bagages.

Comme on peut le voir, la question dépasse le cadre du parti socialiste, par le fait même de la précision de Boncour, et surtout de l'assurance, on serait tenté de dire le cynisme, avec laquelle il aborde le débat. On sent derrière lui autre chose qu'une affirmation personnelle, qu'une question de prestige individuel, dont, cependant, en bon politicien, il est naturellement friand. Boncour est, nous en avons la conviction, non seulement le mandataire de sa Fédération, ce qui n'aurait qu'une importance relative et d'ailleurs des hommes de cette trempe ne s'appuient pas sur des bases aussi légères pour aborder un débat de ce ampleur, le porte-parole d'une tendance qui s'affirme nécessaire dans le P. S. et surtout surtout dans la C.G.T.

On est obligé d'établir une analogie entre les deux Congrès : socialistes et communistes, et il saute aux yeux du lecteur que les minoritaires participacionnistes du P. S. s'appuie sur les majoritaires de la C. G. T. : « Pour la première fois, en ce pays, une C. G. T. fait figure de fraction dirigeante en orientant le parti le plus près (?) d'elle dans une voie politique. » C'est là le thème développé par les dirigeants cégétistes.

Thème faux, d'ailleurs, et qui ne parvient pas à masquer les accointances de la Confédération avec le parti radical. D'abord, le père spirituel de cette nouvelle croisade, à agi, pour une fois, d'une façon radicale. Avec subtilité, il a su discernier où se trouvait la majorité. Sa consultation dernière, lors de la constitution éventuelle d'un ministère de gauche, est historiquement le point de départ de la lutte, qui n'est pas près de finir. Et, soit dit en passant, on serait bien curieux de connaître le sort des loges dans cette matière.

La C. G. T. n'est pas plus indépendante que la C. G. T. U. Elle est sous la dépendance absolue de ses fractions, des fractions de la bourgeoisie, des loges maçonniques, dont le parti radical est le client essentiel.

Thème faux, d'ailleurs, et qui ne parvient pas à masquer les accointances de la Confédération avec le parti radical. D'abord, le père spirituel de cette nouvelle croisade, à agi, pour une fois, d'une façon radicale. Avec subtilité, il a su discernier où se trouvait la majorité. Sa consultation dernière, lors de la constitution éventuelle d'un ministère de gauche, est historiquement le point de départ de la lutte, qui n'est pas près de finir. Et, soit dit en passant, on serait bien curieux de connaître le sort des loges dans cette matière.

La C. G. T. n'est pas plus indépendante que la C. G. T. U. Elle est sous la dépendance absolue de ses fractions, des fractions de la bourgeoisie, des loges maçonniques, dont le parti radical est le client essentiel.

Thème faux, d'ailleurs, et qui ne parvient pas à masquer les accointances de la Confédération avec le parti radical. D'abord, le père spirituel de cette nouvelle croisade, à agi, pour une fois, d'une façon radicale. Avec subtilité, il a su discernier où se trouvait la majorité. Sa consultation dernière, lors de la constitution éventuelle d'un ministère de gauche, est historiquement le point de départ de la lutte, qui n'est pas près de finir. Et, soit dit en passant, on serait bien curieux de connaître le sort des loges dans cette matière.

La C. G. T. n'est pas plus indépendante que la C. G. T. U. Elle est sous la dépendance absolue de ses fractions, des fractions de la bourgeoisie, des loges maçonniques, dont le parti radical est le client essentiel.

Thème faux, d'ailleurs, et qui ne parvient pas à masquer les accointances de la Confédération avec le parti radical. D'abord, le père spirituel de cette nouvelle croisade, à agi, pour une fois, d'une façon radicale. Avec subtilité, il a su discernier où se trouvait la majorité. Sa consultation dernière, lors de la constitution éventuelle d'un ministère de gauche, est historiquement le point de départ de la lutte, qui n'est pas près de finir. Et, soit dit en passant, on serait bien curieux de connaître le sort des loges dans cette matière.

La C. G. T. n'est pas plus indépendante que la C. G. T. U. Elle est sous la dépendance absolue de ses fractions, des fractions de la bourgeoisie, des loges maçonniques, dont le parti radical est le client essentiel.

Thème faux, d'ailleurs, et qui ne parvient pas à masquer les accointances de la Confédération avec le parti radical. D'abord, le père spirituel de cette nouvelle croisade, à agi, pour une fois, d'une façon radicale. Avec subtilité, il a su discernier où se trouvait la majorité. Sa consultation dernière, lors de la constitution éventuelle d'un ministère de gauche, est historiquement le point de départ de la lutte, qui n'est pas près de finir. Et, soit dit en passant, on serait bien curieux de connaître le sort des loges dans cette matière.

La C. G. T. n'est pas plus indépendante que la C. G. T. U. Elle est sous la dépendance absolue de ses fractions, des fractions de la bourgeoisie, des loges maçonniques, dont le parti radical est le client essentiel.

Thème faux, d'ailleurs, et qui ne parvient pas à masquer les accointances de la Confédération avec le parti radical. D'abord, le père spirituel de cette nouvelle croisade, à agi, pour une fois, d'une façon radicale. Avec subtilité, il a su discernier où se trouvait la majorité. Sa consultation dernière, lors de la constitution éventuelle d'un ministère de gauche, est historiquement le point de départ de la lutte, qui n'est pas près de finir. Et, soit dit en passant, on serait bien curieux de connaître le sort des loges dans cette matière.

La C. G. T. n'est pas plus indépendante que la C. G. T. U. Elle est sous la dépendance absolue de ses fractions, des fractions de la bourgeoisie, des loges maçonniques, dont le parti radical est le client essentiel.

Thème faux, d'ailleurs, et qui ne parvient pas à masquer les accointances de la Confédération avec le parti radical. D'abord, le père spirituel de cette nouvelle croisade, à agi, pour une fois, d'une façon radicale. Avec subtilité, il a su discernier où se trouvait la majorité. Sa consultation dernière, lors de la constitution éventuelle d'un ministère de gauche, est historiquement le point de départ de la lutte, qui n'est pas près de finir. Et, soit dit en passant, on serait bien curieux de connaître le sort des loges dans cette matière.

La C. G. T. n'est pas plus indépendante que la C. G. T. U. Elle est sous la dépendance absolue de ses fractions, des fractions de la bourgeoisie, des loges maçonniques, dont le parti radical est le client essentiel.

Thème faux, d'ailleurs, et qui ne parvient pas à masquer les accointances de la Confédération avec le parti radical. D'abord, le père spirituel de cette nouvelle croisade, à agi, pour une fois, d'une façon radicale. Avec subtilité, il a su discernier où se trouvait la majorité. Sa consultation dernière, lors de la constitution éventuelle d'un ministère de gauche, est historiquement le point de départ de la lutte, qui n'est pas près de finir. Et, soit dit en passant, on serait bien curieux de connaître le sort des loges dans cette matière.

La C. G. T. n'est pas plus indépendante que la C. G. T. U. Elle est sous la dépendance absolue de ses fractions, des fractions de la bourgeoisie, des loges maçonniques, dont le parti radical est le client essentiel.

Thème faux, d'ailleurs, et qui ne parvient pas à masquer les accointances de la Confédération avec le parti radical. D'abord, le père spirituel de cette nouvelle croisade, à agi, pour une fois, d'une façon radicale. Avec subtilité, il a su discernier où se trouvait la majorité. Sa consultation dernière, lors de la constitution éventuelle d'un ministère de gauche, est historiquement le point de départ de la lutte, qui n'est pas près de finir. Et, soit dit en passant, on serait bien curieux de connaître le sort des loges dans cette matière.

La C. G. T. n'est pas plus indépendante que la C. G. T. U. Elle est sous la dépendance absolue de ses fractions, des fractions de la bourgeoisie, des loges maçonniques, dont le parti radical est le client essentiel.

Thème faux, d'ailleurs, et qui ne parvient pas à masquer les accointances de la Confédération avec le parti radical. D'abord, le père spirituel de cette nouvelle croisade, à agi, pour une fois, d'une façon radicale. Avec subtilité, il a su discernier où se trouvait la majorité. Sa consultation dernière, lors de la constitution éventuelle d'un ministère de gauche, est historiquement le point de départ de la lutte, qui n'est pas près de finir. Et, soit dit en passant, on serait bien curieux de connaître le sort des loges dans cette matière.

La C. G. T. n'est pas plus indépendante que la C. G. T. U. Elle est sous la dépendance absolue de ses fractions, des fractions de la bourgeoisie, des loges maçonniques, dont le parti radical est le client essentiel.

Thème faux, d'ailleurs, et qui ne parvient pas à masquer les accointances de la Confédération avec le parti radical. D'abord, le père spirituel de cette nouvelle croisade, à agi, pour une fois, d'une façon radicale. Avec subtilité, il a su discernier où se trouvait la majorité. Sa consultation dernière, lors de la constitution éventuelle d'un ministère de gauche, est historiquement le point de départ de la lutte, qui n'est pas près de finir. Et, soit dit en passant, on serait bien curieux de connaître le sort des loges dans cette matière.

La C. G. T. n'est pas plus indépendante que la C. G. T. U. Elle est sous la dépendance absolue de ses fractions, des fractions de la bourgeoisie, des loges maçonniques, dont le parti radical est le client essentiel.

Thème faux, d'ailleurs, et qui ne parvient pas à masquer les accointances de la Confédération avec le parti radical. D'abord, le père spirituel de cette nouvelle croisade, à agi, pour une fois, d'une façon radicale. Avec subtilité, il a su discernier où se trouvait la majorité. Sa consultation dernière, lors de la constitution éventuelle d'un ministère de gauche, est historiquement le point de départ de la lutte, qui n'est pas près de finir. Et, soit dit en passant, on serait bien curieux de connaître le sort des loges dans cette matière.

La C. G. T. n'est pas plus indépendante que la C. G. T. U. Elle est sous la dépendance absolue de ses fractions, des fractions de la bourgeoisie, des loges maçonniques, dont le parti radical est le client essentiel.

Thème faux, d'ailleurs, et qui ne parvient pas à masquer les accointances de la Confédération avec le parti radical. D'abord, le père spirituel de cette nouvelle croisade, à agi, pour une fois, d'une façon radicale. Avec subtilité, il a su discernier où se trouvait la majorité. Sa consultation dernière, lors de la constitution éventuelle d'un ministère de gauche, est historiquement le point de départ de la lutte, qui n'est pas près de finir. Et, soit dit en passant, on serait bien curieux de connaître le sort des loges dans cette matière.

La C. G. T. n'est pas plus indépendante que la C. G. T. U. Elle est sous la dépendance absolue de ses fractions, des fractions de la bourgeoisie, des loges maçonniques, dont le parti radical est le client essentiel.

Thème faux, d'ailleurs, et qui ne parvient pas à masquer les accointances de la Confédération avec le parti radical. D'abord, le père spirituel de cette nouvelle croisade, à agi, pour une fois, d'une façon radicale. Avec subtilité, il a su discernier où se trouvait la majorité. Sa consultation dernière, lors de la constitution éventuelle d'un ministère de gauche, est historiquement le point de départ de la lutte, qui n'est pas près de finir. Et, soit dit en passant, on serait bien curieux de connaître le sort des loges dans cette matière.

La C. G. T. n'est pas plus indépendante que la C. G. T. U. Elle est sous la dépendance absolue de ses fractions, des fractions de la bourgeoisie, des loges maçonniques, dont le parti radical est le client essentiel.

Thème faux, d'ailleurs, et qui ne parvient pas à masquer les accointances de la Confédération avec le parti radical. D'abord, le père spirituel de cette nouvelle croisade, à agi, pour une fois, d'une façon radicale. Avec subtilité, il a su discernier où se trouvait la majorité. Sa consultation dernière, lors de la constitution éventuelle d'un ministère de gauche, est historiquement le point de départ de la lutte, qui n'est pas près de finir. Et, soit dit en passant, on serait bien curieux de connaître le sort des loges dans cette matière.

La C. G. T. n'est pas plus indépendante que la C. G. T. U. Elle est sous la dépendance absolue de ses fractions, des fractions de la bourgeoisie, des loges maçonniques, dont le parti radical est le client essentiel.

Thème faux, d'ailleurs, et qui ne parvient pas à masquer les accointances de la Confédération avec le parti radical. D'abord, le père spirituel de cette nouvelle croisade, à agi, pour une fois, d'une façon radicale. Avec subtilité, il a su discernier où se trouvait la majorité. Sa consultation dernière, lors de la constitution éventuelle d'un ministère de gauche, est historiquement le point de départ de la lutte, qui n'est pas près de finir. Et, soit dit en passant, on serait bien curieux de connaître le sort des loges dans cette matière.

La C. G. T. n'est pas plus indépendante que la C. G. T. U. Elle est sous la dépendance absolue de ses fractions, des fractions de la bourgeoisie, des loges maçonniques, dont le parti radical est le client essentiel.

Thème faux, d'ailleurs, et qui ne parvient pas à masquer les accointances de la Confédération avec le parti radical. D'abord, le père spirituel de cette nouvelle croisade, à agi, pour une fois, d'une façon radicale. Avec subtilité, il a su discernier où se trouvait la majorité. Sa consultation dernière, lors de la constitution éventuelle d'un ministère de gauche, est historiquement le point de départ de la lutte, qui n'est pas près de finir. Et, soit dit en passant, on serait bien curieux de connaître le sort des loges dans cette matière.

La C. G. T. n'est pas plus indépendante que la C. G. T. U. Elle est sous la dépendance absolue de ses fractions, des fractions de la bourgeoisie, des loges maçonniques, dont le parti radical est le client essentiel.

Thème faux, d'ailleurs, et qui ne parvient pas à masquer les accointances de la Confédération avec le parti radical. D'abord, le père spirituel de cette nouvelle croisade, à agi, pour une fois, d'une façon radicale. Avec subtilité, il a su discernier où se trouvait la majorité. Sa consultation dernière, lors de la constitution éventuelle d'un ministère de gauche, est historiquement le point de départ de la lutte, qui n'est pas près de finir. Et, soit dit en passant, on serait bien curieux de connaître le sort des loges dans cette matière.

La C. G. T. n'est pas plus indépendante que la C. G. T. U. Elle est sous la dépendance absolue de ses fractions, des fractions de la bourgeoisie, des loges maçonniques, dont le parti radical est le client essentiel.

Thème faux, d'ailleurs, et qui ne parvient pas à masquer les accointances de la Confédération avec le parti radical. D'abord, le père spirituel de cette nouvelle croisade, à agi, pour une fois, d'une façon radicale. Avec subtilité, il a su discernier où se trouvait la majorité. Sa consultation dernière, lors de la constitution éventuelle d'un ministère de gauche, est historiquement le point de départ de la lutte, qui n'est pas près de finir. Et, soit dit en passant, on serait bien curieux de connaître le sort des loges dans cette matière.

La C. G. T. n'est pas plus indépendante que la C. G. T. U. Elle est sous la dépendance absolue de ses fractions, des fractions de la bourgeoisie, des loges maçonniques, dont le parti radical est le client essentiel.

Thème faux, d'ailleurs, et qui ne parvient pas à masquer les accointances de la Confédération avec le parti radical. D'abord, le père spirituel de cette nouvelle croisade, à agi, pour une fois, d'une façon radicale. Avec subtilité, il a su discernier où se trouvait la majorité. Sa consultation dernière,